Prévention des conflits

Quand les médias sont sollicités

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

En prélude à la rencontre de haut niveau organisée, les 25 et 26 janvier prochains, à Libreville, par l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR), le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, et le directeur du programme Paix et Sécurité de cette agence onusienne, Évariste Karambizi ont donné, hier, une conférence de presse. Face aux journalistes, les deux personnalités ont notamment décliné les objectifs et les attentes de ce grand rendez-vous.

Photo : Joe Maniangа

Les officiels lors de la conférence de presse.

Photo : DR

Les journalistes présents.

LE Gabon abrite la semaine prochaine, du 25 au 26 janvier 2016, une conférence de haut niveau, placée sous l'égide des Nations unies, sur le rôle des médias dans le processus de consolidation de la paix en Afrique. L'éclat de la cérémonie officielle d'ouverture, qui aura lieu lundi en matinée, sera rehaussé de la présence du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. C'est dans cette perspective que le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, Alain Claude Bilie-By-Nze et le directeur du programme Paix et Sécurité de l'Institut des Nations unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR), Évariste Karambizi, ont animé une conférence de presse conjointe.

Tout en présentant l'événement, ils ont affirmé la volonté des pouvoirs publics gabonais et de l'organisme onusien à impliquer les journalistes nationaux dans les questions de prévention de conflits. «*Quand les médias créent la paix*», c'est le thème de ces assises, organisées par l'UNITAR et auxquelles prennent part plusieurs spécialistes venus du monde entier.

Pour Alain-Claude Bilie-By-Nze, le gouvernement, en acceptant de soutenir l'initiative, a voulu contribuer à la recherche des solutions pour la consolidation de la paix au Gabon et ailleurs. D'où le souhait de voir la capitale gabonaise abriter ces travaux.

Non sans considérer, par rapport aux échéances politiques à venir, les représentants des médias ont un rôle important à jouer afin d'éviter de tomber dans les travers d'une presse qui fait l'apologie de la violence. Il a estimé que les exemples des situations ayant dégénéré à l'issue des scrutins sont légion.

«*La conférence médias et paix a lieu dans une sous-région concernée par cette problématique*», a-t-il déclaré. Ce d'autant plus que plusieurs pays dont le Gabon seront au centre des élections cette année. A l'en croire, ces enjeux appellent la responsabilité de tous les acteurs à participer à la préservation d'un climat de paix. «*Cette conférence vise à contribuer à la prévention des conflits et au rétablissement de la paix en Afrique*», a-t-il poursuivi.

Dans un exercice croisé, le directeur du programme Paix et Sécurité de l'UNITAR, Ernest Karambizi, s'est voulu clair sur la place des médias africains dans l'image écornée du continent vu de l'occident. «*Les journalistes africains doivent se professionnaliser et s'imposer pour mieux prendre la parole*», a relevé Ernest Karambizi. Selon lui, la responsabilité du journaliste africain est d'être au diapason d'une information dépouillée de tous préjugés.

Quant au choix du pays organisateur, il estime que *"le Gabon est la meilleure plateforme pour organiser ce type de rencontre"* . Il a ainsi mis en avant la stabilité du pays et une gouvernance politique citée en exemple dans la sous-région. Tout comme il a soutenu que «*tant que nos journalistes ne seront pas au niveau, l'actualité de notre continent sera racontée par d'autres*». Le fonctionnaire onusien n'aura pas mis de côté le rapport élections-paix. En ce sens, «*les journalistes jouent un rôle crucial dans le bon déroulement des élections et le maintien de la paix*». Il a conclu en soulignant que cette conférence vise à tirer des leçons des conflits passés pour agir sur le présent et l'avenir.

Hormis le gouvernement gabonais, les autres partenaires de cette rencontre internationale sont la Fédération internationale des journalistes (FIJ), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la Chaire Unesco en Communication internationale de l'Université de Grenoble (France) et Paris Numérique.

Front de l'opposition pour l'alternance (FOPA)

Le bureau explose !

O'. N. & C. O.
Libreville/Gabon

LA crise au sein du Front de l'opposition pour l'alternance (FOPA) a pris une autre dimension depuis hier. Et pour cause, plusieurs membres de son bureau dont le vice-président, Philibert Andzembe, ont annoncé leur démission de cette instance actuellement dirigée par le Pr Pierre-André Kombila. Appelant à l'organisation de nouvelles élections pour constituer une nouvelle équipe dirigeante.

C'était à la faveur d'une mise au point sous forme de point de presse animé, au siège de ce regroupement politique sis à Glass, par le vice-président démissionnaire. C'était en présence d'autres membres du bureau, et en l'absence du président du FOPA et de son porte-parole, Patrick Nkong Néné. Cette situation, à entendre Philibert Andzembe, est provoquée par un ensemble de griefs faits à l'endroit du Pr Kombila. Il lui est reproché, entre autres, *"le blocage des activités du Front ; les injures systématiques adressées aux membres du FOPA ; le viol systématique de la ligne, des statuts du Front et de la collégialité du Front ; les menaces physiques et morales de ses membres ; etc."*

Au regard de tous ces reproches à lui faits, les membres du bureau plutôt proches du candidat à la prochaine élection présidentielle, Jean Ping, ont donc exprimé officiellement *"leur refus d'appartenir dorénavant au même bureau que le Pr Pierre-André Kombila"*. Tout comme ils ont invité les membres du Front à *"se réunir instamment en Conférence pour élire un nouveau bureau à même d'assurer la direction de ses activités"*.

Il faut rappeler que lors de sa dernière sortie, le président désavoué avait appelé les siens à une réunion dite de *"la dernière chance"* le 27 janvier prochain. Celle-ci s'avère désormais caduque et sans objet.

Photo : C.O.

Quelques membres du bureau du FOPA lors de leur déclaration.